

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

SEGMENT D'ACHATS :

41.01.01 : Honoraires Soins Médicaux

CCP n° :	ARS974-MP-2026-001
Objet du marché public :	Médecine professionnelle et préventive au bénéfice des agents de l'Agence Régionale de Santé La Réunion (ARS LA REUNION)
Forme du marché public :	Marché de service selon l'article L.1111-4 du code de la commande publique
Mode de passation :	Procédure adaptée Conformément aux articles L.2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique.
Code CPV :	85147000-1 : Service de médecine du travail
Entité d'achats :	ARS LA REUNION

Le présent cahier des clauses particulières comprend **31** pages numérotées de **1** à **31**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES	5
1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES	6
ARTICLE 2. OBJET, MONTANT ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC.....	6
2.1 OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	6
2.2 MONTANT DU MARCHÉ PUBLIC.....	6
2.3 CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC	7
2.4 MARCHÉS SIMILAIRES.....	7
2.5 MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC	7
2.6 DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ.....	9
ARTICLE 3. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	9
3.1 MESURES DE PRÉVENTION	9
3.2 OBLIGATIONS À RESPECTER - OBSERVATION DES MESURES DE SÉCURITÉ	9
3.3 DÉFAILLANCE	10
3.4 ASSURANCE.....	10
3.5 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION.....	10
3.6 PERSONNEL.....	11
3.7 MODALITÉS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES.....	12
3.8 SOUS-TRAITANCE.....	12
3.9 MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES	12
ARTICLE 4. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC.....	13
4.1 INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE.....	13
4.2 INTERLOCUTEUR DE L'ADMINISTRATION.....	13
ARTICLE 5. GARANTIE.....	13
5.1 GARANTIE TECHNIQUE	13
5.2 RETENUE DE GARANTIE	13
ARTICLE 6. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT	13
6.1 FORME DES PRIX.....	13
6.2 CONTENU DES PRIX.....	14
6.3 NATURE DES PRIX	14
6.4 UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ PUBLIC	14
ARTICLE 7. RÉGIME DE PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC	14
7.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT	14
7.2 MODE DE RÈGLEMENT	14
7.3 AVANCE.....	14

7.4	ACOMPTE	15
7.5	RÈGLEMENT PARTIEL DÉFINITIF.....	15
7.6	DÉLAI DE PAIEMENT	15
7.7	INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECouvreMENT	15
7.8	MODALITÉS DE FACTURATION	15
7.9	CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	16
7.10	CESSION DU MARCHÉ PUBLIC	17
ARTICLE 8. PÉNALITÉS		17
ARTICLE 9. MODALITÉS DE RÉSILIATION		18
9.1	RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	18
9.2	AUTRES RÉSILIATIONS.....	18
ARTICLE 10. RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES ET DES DIFFÉRENDS.....		18
10.1	LE CADRE GÉNÉRAL.....	18
10.2	RÈGLEMENT D'UN DIFFÉREND PAR LA MÉDIATION.....	19
ARTICLE 11. LITIGES ET CONTENTIEUX		20
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX		20
ARTICLE 13. CARACTERISTIQUES DES MISSIONS DU SERVICE DE MEDECINE DU TRAVAIL ET DE PREVENTION		21
13.1	LES EFFECTIFS – CONVOCATIONS.....	21
13.2	2.2 SUIVI INDIVIDUEL DE L'ÉTAT DE SANTÉ DU TRAVAILLEUR.....	21
ARTICLE 14. DOCUMENTS ET RAPPORTS.....		27
14.1	FICHE D'ENTREPRISE (ARTICLE R4624-46 ET R4624-48 DU CODE DU TRAVAIL) 27	
14.2	AVIS MÉDICAUX D'APTITUDE ET D'INAPTITUDE (ARTICLES R4624-55 À R4624- 57 DU CODE DU TRAVAIL)	27
14.3	INFORMATION DU SERVICE DE MÉDECINE DU TRAVAIL ET DE PRÉVENTION AUPRÈS DE LA COMMISSION DE RÉFORME, DU COMITÉ MÉDICAL ET DE L'EMPLOYEUR	28
ARTICLE 15. ACTION SUR LE MILIEU DE TRAVAIL.....		28
15.1	DÉFINITION	28
15.2	VISITE DES LIEUX DE TRAVAIL ET FICHE DE RISQUES PROFESSIONNELS.....	28
15.3	ÉTUDES DES POSTES DE TRAVAIL	29
15.4	ÉTUDE DES AMBIANCES DE TRAVAIL.....	29
15.5	AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	30

15.6 PARTICIPATION À LA COMMISSION SANTÉ SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL (CSSCT)	30
15.7 CAMPAGNE D'INFORMATION SANITAIRES.....	30
15.8 AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	30
15.9 MISSIONS DE L'ERGONOME	31
15.10 ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE	31
15.11 CRISE SANITAIRE	31
15.12 TRANSFERT DOSSIERS.....	31

LISTE DES ANNEXES	
Annexe n° 1	Clauses relatives aux traitements de données à caractère personnel (RGPD)
Annexe n° 2	Attestation sur l'honneur du respect des obligations légales

PRÉAMBULE

Le présent CCP est constitué de deux volets : des clauses dites administratives particulières d'une part et des clauses dites techniques particulières d'autre part. Il organise les conditions propres à l'exécution du marché public.

Ce CCP consacre la commune intention des parties. Il apporte notamment des précisions, des compléments et des dérogations au CCAG/FCS.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de l'ensemble des clauses contenues dans le présent marché public.

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES

1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché public est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissant :

- 1) l'acte d'engagement et ses annexes, l'éventuelle mise au point du marché public (formulaire OUV 11) ainsi que les éventuels avenants au marché public ;
- 2) le présent cahier des clauses particulières (CCP), contenant les clauses administratives et les clauses techniques et ses annexes dans l'ordre croissant de numérotation ;
- 3) le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS, arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021) sauf dérogations mentionnées au présent CCP ;
- 4) le mémoire technique établi par le candidat
- 5) demandes de l'administration relatives à son offre (formulaire OUV 7) ;
- 6) les autres documents constitutifs de l'offre technique du titulaire ;

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché public, elles prévalent dans l'ordre de priorité défini ci-dessus.

Seul l'exemplaire original de chaque document, mentionné ci-dessus (sauf le CCAG) et conservé dans les archives de l'administration, fait foi.

1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES

1.2.1 Désignation des parties contractuelles

Le marché public est conclu entre :

- « *le pouvoir adjudicateur* »

Agence Régionale de Santé La Réunion

2 bis, avenue Georges Brassens

CS 61002

97743 SAINT-DENIS CEDEX 9

SIRET : 130 026 057 00013

Tél : 02 62 93 95 23

Email : ars-reunion-commandes-publiques@ars.sante.fr

- « *le titulaire* ».

Pour l'ensemble des lots, le titulaire désigné est mentionné sur l'acte d'engagement (ATTRI1).

1.2.2 Désignation du bénéficiaire

Le bénéficiaire est l'ensemble du personnel présent et rattaché à l'ARS La Réunion.

ARTICLE 2. OBJET, MONTANT ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

2.1 OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

2.1.1 Objet

Le présent marché public concerne la médecine professionnelle et préventive au bénéfice des agents de droit public comme de droit privé de l'Agence Régionale de Santé de La Réunion.

2.1.2 Allotissement

Le présent marché public n'est pas alloti.

Les prestations, objet du marché public, s'inscrivent dans la catégorie des marchés de services.

2.2 MONTANT DU MARCHÉ PUBLIC

Le montant annuel estimé s'élève à : 28 000,00 € HT

Le montant total estimé, sous réserve de la reconduction du présent marché public jusqu'à son terme maximum, s'élève à : 112 000,00 € HT.

2.3 CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

2.3.1 Forme du marché public

Le marché à procédure adaptée passé selon les articles L.2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

2.3.2 Structure du marché public

Le marché public est structuré en 1 poste : prestation forfaitaire.

La désignation est : Suivi individuel de l'état de santé des salariés et l'accompagnement à la prévention des risques professionnels ; examens complémentaires et vaccinations.

2.3.3 Durée du marché public

2.3.3.1 *Début d'exécution du marché public*

Conformément à l'article R.2182-4 du code de la commande publique, le marché public prend effet à la date de réception de la notification. Le début d'exécution des prestations est précisé dans la lettre de notification.

2.3.3.2 *Durée initiale du marché public*

Le marché public est passé pour une première période d'un an débutant à la date de début d'exécution des prestations et se terminant la veille du premier anniversaire de début d'exécution des prestations.

2.3.3.3 *Reconduction(s)*

Le marché public est reconduit annuellement de manière tacite à chaque date anniversaire de début d'exécution des prestations sans que la durée totale d'exécution du marché public ne puisse excéder quatre (4) ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans le cas d'une non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire dans un délai de deux mois avant la date de fin de validité du marché public.

La non-reconduction du marché public n'ouvre en aucun cas un droit à une quelconque compensation financière.

2.4 MARCHÉS SIMILAIRES

Sans objet.

2.5 MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

2.5.1 Clause de réexamen

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché public peut être modifié en cours d'exécution lorsque les cas détaillés ci-après sont mis en œuvre soit par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties.

2.5.1.1 Prestations supplémentaires et modificatives

Pendant l'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives ou accepter les modifications qu'il propose par ordre de service, selon les modalités prévues à l'article 23 du CCAG/FCS.

- modification du périmètre de soutien de l'ARS La Réunion : changement de la dénomination des emprises, transfert d'activité à ou en provenance d'un autre pouvoir adjudicateur ;
- modification du volume des prestations ;
- ajout (nouvelle implantation) ou suppression d'un site en cas de fermeture partielle ou définitive (à définir précisément) ;
- ajout de nouvelles missions ou modifications de caractère technique des prestations dans le respect des normes (sociales, environnementales, changement de réglementation ...) ;
- ajout aux bordereaux des prix unitaires de mise à disposition de nouvelles prestations ;

2.5.1.2 Suspension des prestations ou prolongation des délais d'exécution liée à des évènements extérieurs

Les prestations, objet du marché public, peuvent être suspendues en raison d'évènements extérieurs rendant impossible leur poursuite selon les modalités prévues à l'article 24 du CCAG/FCS. Toutefois, dans les conditions prévues par les articles R.2194-5 du code de la commande publique et de l'article 24 du CCAG/FCS, si la poursuite de l'exécution du marché public est rendue temporairement impossible, la suspension totale ou partielle des prestations peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur.

D'autre part lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution suivant les modalités prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

2.5.2 Autres cas de modification

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-2 à 2194-10 du code de la commande publique, et sans préjudice de la mise en œuvre de la clause de réexamen prévue à l'article 2.5.1 du présent CCP, le marché public peut également être modifié en cours d'exécution et selon les modalités prévues, lorsque :

- des services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues ;
- un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du présent marché public ;
- les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles ;

- le montant des modifications envisagées est inférieur aux seuils européens publiés au journal officiel et à 10% du montant du marché public.

Ces évolutions sont notifiées au titulaire du marché public par voie électronique.

Toutefois, les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du marché public initial.

2.6 DÉROGATION AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ

Le titulaire a le droit à l'exclusivité des commandes passées par les bénéficiaires de l'accord-cadre concernant les prestations objets de l'accord-cadre pendant toute la durée d'exécution de ce dernier.

Cependant, l'administration peut recourir à un opérateur économique tiers en cas d'incapacité du titulaire de l'accord-cadre à lui fournir les prestations dans les délais impartis.

ARTICLE 3. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

3.1 MESURES DE PRÉVENTION

Le titulaire doit prendre contact avec le chargé de prévention de l'ARS La réunion avant tout début d'exécution.

3.2 OBLIGATIONS À RESPECTER - OBSERVATION DES MESURES DE SÉCURITÉ

3.2.1 Respect des principes de la République

Si l'attribution du marché public a pour effet de confier l'exécution d'un service public à un organisme de droit public ou privé, conformément à loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire du marché public s'engage, à assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Le titulaire doit prendre les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations.

Il est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public. Le titulaire est tenu de fournir, en cours d'exécution du contrat et sur simple demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de huit (8) jours à compter de la demande, tout justificatif permettant de démontrer le respect de ces obligations.

3.2.2 Respect des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS relatif aux obligations de confidentialité et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché public. Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché public aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut exercer son activité dans les locaux de l'ARS qu'après agrément par le représentant habilité du pouvoir adjudicateur selon les modalités prévues dans l'article 3.6.3.

3.3 DÉFAILLANCE

En cas de défaillance dans l'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'honorer ses engagements sous quinze (15) jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Passé ce délai et en cas de défaillance réitérée, il peut être fait application par le pouvoir adjudicateur des dispositions contenues à l'article 45 du CCAG/FCS.

3.4 ASSURANCE

Le titulaire doit se conformer à l'article 9 du CCAG/FCS relatif aux obligations en matière d'assurances. En complément de cet article, il doit transmettre au pouvoir adjudicateur une copie de son attestation d'assurance, en cas de changement ou de renouvellement de contrat.

Le refus de produire cette pièce peut entraîner la résiliation du marché public pour faute du titulaire.

3.5 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION

Conformément à l'article L8222-1 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, les pièces prévues aux articles D8222-5 du code du travail s'il est établi en France ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail s'il est établi à l'étranger.

Ces documents peuvent être mis à disposition du pouvoir adjudicateur via une plateforme dématérialisée ou envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception. Cependant le pouvoir adjudicateur recommande au titulaire d'utiliser la plate-forme e-Attestations : <https://www.e-attestations.com/pour-les-declarants/>.

Si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ces documents doivent être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de non-présentation de ces pièces un mois après le délai requis, et après mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur, restée infructueuse pendant 15 jours, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public aux torts du titulaire.

3.6 PERSONNEL

3.6.1 Application de la législation du travail au personnel de l'entreprise titulaire

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG/FCS, le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur relative à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion de travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie, employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, sont conformes à la réglementation en vigueur.

3.6.2 Conditions de travail

3.6.2.1 *Comportement du personnel*

Le titulaire doit respecter les règles de conduite, les directives et les consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens (accès au site, sécurité incendie, etc.) qui lui ont été communiquées par le site bénéficiaire.

3.6.2.2 *Continuité de la prestation*

En cas d'arrêt de travail de son personnel ou de toute situation qui affecterait l'exécution de la prestation, le titulaire doit assurer la continuité des prestations définies dans le présent marché public. Dans le cas où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

3.6.3 Conditions d'accès du personnel

Le titulaire fournit les informations nécessaires du personnel qui sera mener à exécuter les prestations sur site au chargé de prévention, avant la date de début d'exécution des prestations.

- la liste nominative (nom et prénom) du personnel affecté à la réalisation des prestations. Cette liste est mise à jour à chaque modification relative au personnel et aussitôt transmise au bénéficiaire concerné ;
- une demande d'autorisation d'accès pour le personnel dédié à la réalisation des prestations.
- la liste des véhicules utilisés par le titulaire et leur numéro d'immatriculation.

Le titulaire ne peut exercer son activité sur les sites désignés au marché public qu'après autorisation par le représentant habilité de l'ARS La Réunion.

Le défaut d'autorisation n'entraîne en aucun cas la rupture du marché public concerné mais fait obligation au titulaire, dès notification de la décision par le bénéficiaire, de remplacer les agents non agréés par d'autres qui le sont.

3.7 MODALITÉS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES

3.7.1 Protection de l'environnement

3.7.1.1 Échanges dématérialisés

En complément des dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS relatives à la protection de l'environnement, le titulaire du marché public s'engage à baisser son utilisation de papier en promouvant des échanges dématérialisés. Ces échanges se déroulent selon les modalités prévues par l'article 3.1 du CCAG/FCS.

3.7.1.2 Éco-conduite

Sans objet.

3.7.1.3 Économie circulaire

Sans objet.

3.7.2 Insertion sociale

L'État s'est engagé dans une politique d'insertion des personnes par le travail. C'est la raison pour laquelle le présent cahier des charges inclut une clause obligatoire visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

Pour le présent marché public, le titulaire est encouragé à mettre en œuvre une action d'insertion au bénéfice de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières.

3.8 SOUS-TRAITANCE

Aucune sous-traitance n'est prévue pour ce marché public.

3.9 MODALITÉS DE PASSATION DES COMMANDES

3.9.1 Établissement des bons de commande

Les bons de commande sont établis annuellement sur la base des prix unitaires et forfaitaire, indiqués à l'annexe de l'acte d'engagement (tableau de prix) ou sur devis, pour les diverses prestations.

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence du marché public ;
- la référence du bon de commande (numéro et date) ;
- la désignation de chaque prestation à réaliser ;
- Période de réalisation des prestations (1 an) ;
- le montant total hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) de la commande ;

- le taux et montant de TVA ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) associé au bon de commande.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception (fax, courrier avec A/R, courriel...).

La date de réception du bon de commande tient lieu de date de notification de celui-ci.

3.9.2 Personnes habilitées à passer les commandes

Le pouvoir adjudicateur et les personnes proposé par ses soins sont habilité à passer les bons de commande au fur et à mesure des besoins.

3.9.3 Délai d'exécution

La réalisation des prestations est prévue sur une période d'un (1) an, correspondant à la période mentionnée sur le bon de commande. Le bénéficiaire détermine une date de réalisation des prestations, après consultation éventuelle du titulaire.

ARTICLE 4. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC

4.1 INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE

Le titulaire transmet le nom et les coordonnées d'un interlocuteur qui assure le lien avec le représentant de l'ARS La Réunion pour tout ce qui concerne l'exécution de la prestation.

4.2 INTERLOCUTEUR DE L'ADMINISTRATION

Le suivi des prestations est réalisé par le chargé de prévention de l'ARS La Réunion : ars-reunion-reseau-prevention@ars.sante.fr / ars-reunion-ag-log@ars.sante.fr.

ARTICLE 5. GARANTIE

5.1 GARANTIE TECHNIQUE

Aucune garantie technique n'est exigée pour le présent marché public.

5.2 RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour le présent marché public.

ARTICLE 6. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT

6.1 FORME DES PRIX

Le marché public est traité à prix unitaires et forfaitaires annuels.

6.2 CONTENU DES PRIX

Les prix établis par le titulaire comprennent:

- les prestations telles que définies aux articles 13 à 15 du présent CCP ;
- les frais d'adhésion ;
- les frais de déplacement ;
- les frais d'assurance nécessaires pour couvrir les responsabilités du titulaire, telles que définies à l'article 3.4 du présent CCP.

Les prix exprimés en euros sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Les prix comportent un maximum de deux décimales après la virgule.

6.3 NATURE DES PRIX

6.3.1 Conditions de détermination des prix initiaux

Les prix unitaires et forfaitaires figurant dans le tableau de prix, annexé à l'acte d'engagement, sont réputés établis à la date limite de dépôt des offres et sont fermes sur la durée totale du marché public.

6.4 UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT DU MARCHÉ PUBLIC

L'unité monétaire de règlement du marché public est l'euro.

ARTICLE 7. RÉGIME DE PAIEMENT DU MARCHÉ PUBLIC

7.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT

Le paiement s'effectue après certification du service fait et suivant les règles de la comptabilité publique.

7.2 MODE DE RÈGLEMENT

7.2.1 Règlement par mandat administratif

Le mode de règlement est le mandat administratif.

Le comptable assignataire est le Comptable public situé au 2 bis, avenue Georges Brassens – CS 61002 - 97743 SAINT-DENIS CEDEX 9.

7.2.2 Règlement par carte d'achat

Le présent marché public ne donne pas lieu au paiement par carte d'achat.

7.3 AVANCE

Aucune avance n'est prévue au présent marché public.

7.4 ACOMPTE

Il n'est pas prévu d'acompte pour ce marché public.

7.5 RÉGLEMENT PARTIEL DÉFINITIF

Chaque facture annuelle émise au titre du marché public donne lieu à un paiement partiel définitif.

Ce règlement ne peut plus être remis en cause par les parties après son paiement, notamment lors de l'établissement du solde.

7.6 DÉLAI DE PAIEMENT

En application des articles L. 2192-10 et R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique, les sommes dues au titre de l'exécution du présent marché public sont payées dans le délai maximum de trente (30) jours.

Sans préjudice des clauses relatives à l'avance, le point de départ de ce délai est la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou la date d'exécution des prestations, si cette dernière est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable.

7.7 INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECOUVREMENT

En application des articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander :

- au versement des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse du règlement de la somme due ;
- au versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros conformément à l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante ou au comptable de l'État, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

7.8 MODALITÉS DE FACTURATION

Le titulaire fait parvenir à l'administration sa facture En début de chaque année d'exécution du marché.

Modalités de remise des factures au format dématérialisé

Le titulaire du marché public dépose ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'adresse de facturation est la suivante :

AGENCE REGIONALE DE SANTE LA REUNION

2 bis, avenue Georges Brassens – CS 61002

97743 SAINT-DENIS CEDEX 9

SIRET 130 026 057 00013 – SE : DG

Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures

La facture doit comporter impérativement les mentions suivantes :

- ▶ le nom, adresse et numéro de SIRET du créancier ;
- ▶ le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- ▶ la date d'établissement de la facture et son numéro ;
- ▶ l'adresse de facturation communiquée ci-dessus dans son intégralité y compris le **code service exécutant (SE)** et le numéro de **SIRET** indiqués ci-dessus ;
- ▶ les références du marché indiquées sur l'acte d'engagement ;
- ▶ le prix unitaire forfaitaire annuel hors taxes (HT) tel que défini à l'AE ;
- ▶ la désignation et la quantité des *prestations à réalisées* ;
- ▶ le taux et le montant de la TVA ;
- ▶ les prix forfaitaires annuels toutes taxes comprises (TTC)

Dans le cas où la facture transmise par le titulaire serait erronée ou incomplète, elle est retournée par l'administration à son expéditeur. Les délais de paiement sont alors suspendus dans l'attente du retour de la facture correctement établie.

Le titulaire doit informer par courrier l'ARS La Réunion de toute modification de son statut, de sa forme, de ses coordonnées bancaires et de son adresse géographique.

L'ARS La Réunion effectue le règlement de l'avance, des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde du marché public.

Avant paiement, le cas échéant, il est fait application, sur les factures présentées, des pénalités prévues à l'articles 8 du présent CCP.

7.9 CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Le titulaire peut nantir ou céder les créances résultant du présent marché public conformément aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

7.10 CESSION DU MARCHÉ PUBLIC

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, toute cession éventuelle du présent marché public, qu'elle soit partielle ou totale, à titre gracieux ou onéreux, doit faire l'objet de l'autorisation écrite et préalable du pouvoir adjudicateur. Une demande doit être faite au pouvoir adjudicateur au moins six (6) mois avant la date prévue de la cession.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser une telle cession notamment pour des raisons d'intérêt du service ou un défaut de garanties techniques, professionnelles ou financières.

ARTICLE 8. PÉNALITES

Les pénalités sont déduites des sommes à verser au titulaire.

Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service. Elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités sont dues sans seuil d'exonération.

Les observations éventuelles que le titulaire entend formuler sur les pénalités doivent être adressées, sous pli recommandé ou par courriel (ars-reunion-commandes-publiques@ars.sante.fr), Pôle pilotage, Suivis budgétaires et Commande publique – Bureau Marchés Publics.

Passé un délai de trente (30) jours à compter de la réception de l'état portant décompte des pénalités, le titulaire est réputé, par son silence, en avoir accepté le montant.

8.1.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard appliqué peut excéder 10 % du montant total (HT) du marché public, de la période considérée, ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution éventuellement modifié par une prolongation de délai en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités forfaitaires de 20,00 € HT par jour.

8.1.2 Pénalité pour dépassement du délai de transmission d'un document exigé au titre du marché public

En cas de non-transmission d'un document exigé au titre du présent marché public, le titulaire s'expose à une pénalité de 50€ par jour ouvré de retard, à partir de la fin du délai fixé par l'administration dans sa demande jusqu'à la transmission effective du document exigé.

8.1.3 Pénalité pour non-respect d'une exigence ou d'un engagement contractuel

En cas de non-respect d'une exigence réglementaire, d'une exigence contractuelle du présent marché public ou d'un engagement contractuel du titulaire, ce dernier s'expose à une pénalité de 50€ par jour ouvré à partir du constat de l'administration jusqu'au respect de l'exigence ou de l'engagement contractuel.

ARTICLE 9. MODALITÉS DE RÉSILIATION

Il est fait application des dispositions des articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et des articles 38 à 45 du CCAG/FCS.

9.1 RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché public, sans indemnités, notamment en cas de :

- non-respect par le titulaire des obligations du marché public et des caractéristiques techniques définies dans son offre ;
- non-respect par le titulaire des stipulations des articles, relatifs à la confidentialité et sécurité du présent CCP ;
- inexactitude des renseignements et non présentation des pièces demandées, un mois après le délai requis.

La résiliation n'est effective qu'après une mise en demeure adressée au titulaire par le pouvoir adjudicateur restée infructueuse. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut d'une telle date, à la date de notification de cette décision.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter les prestations non exécutées par un autre fournisseur. Le surcoût engendré est à la charge du titulaire.

9.2 AUTRES RÉSILIATIONS

Le pouvoir adjudicateur peut résilier, sans indemnités, le marché public en cas de non-respect des stipulations de l'article relatif à la clause de sauvegarde du présent CCP.

Le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnités, le marché public pour motif d'intérêt général et notamment en cas de restructuration, d'aliénation, de dissolution, de refondation, de délocalisation, de fermeture, de vente ou de transfert de l'organisme bénéficiaire et/ou des organismes rattachés, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS.

ARTICLE 10. RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES ET DES DIFFÉRENDS

10.1 LE CADRE GÉNÉRAL

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution d'un marché public peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La

réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Une réclamation doit être envoyée par l'opérateur économique titulaire au service acheteur dans les meilleurs délais, ceci sous pli recommandé ou via courriel avec accusé de réception ; elle expose les motifs du désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. À la suite de cette demande, conformément à l'engagement de service pris par l'ARS La Réunion, le service acheteur est tenu d'y répondre dans les 15 jours sauf si l'affaire nécessite une investigation approfondie. Dans ce cas, le service acheteur est tenu d'émettre une réponse d'attente à l'opérateur économique mentionnant le délai de réponse prévisible.

Sauf stipulation contractuelle contraire, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet de la réclamation. Un correspondant dit interlocuteur « entreprise » interne au service acheteur a été désigné pour traiter ce type de demande – point de contact : Chef du pôle pilotage, Suivis budgétaires et Commande publique – Bureau Machés Publics de l'ARS La Réunion (téléphone : 02 62 93 95 03, adresse électronique : ars-reunion-commandes-publiques@ars.sante.fr).

10.2 RÈGLEMENT D'UN DIFFÉREND PAR LA MÉDIATION

À défaut de résolution du litige ou différend au niveau de cet interlocuteur, conformément aux articles L. 2197-1 et L. 2197-4 du code de la commande publique, et à l'article L. 213-6 du code de justice administrative, les parties peuvent recourir à un médiateur.

La saisine du médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent

L'opérateur économique ou la personne publique peut demander que les litiges ou les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient, conformément à la réglementation, soumis à la Médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable (CCRA) compétent. Le médiateur interne de l'ARS La Réunion et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend.

[Le Médiateur des entreprises | economie.gouv.fr](http://economie.gouv.fr)

Le comité consultatif de règlement amiable des différends compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

[Règlement amiable des différends | economie.gouv.fr](http://economie.gouv.fr)

ARTICLE 11. LITIGES ET CONTENTIEUX

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse administrative peut être engagée. Le présent contrat est régi par le droit français. La langue utilisée est le français. Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Saint-Denis (974).

ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

- l'article 1.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS
- l'article 7.3 déroge à l'article 11.1 du CCAG/FCS
- l'article 8 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS
- l'article 8.1 peut déroger à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS (vérifier)
- l'article 8.1 déroge à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS
- l'article 9.2 déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.]

CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ARTICLE 13. CARACTERISTIQUES DES MISSIONS DU SERVICE DE MEDECINE DU TRAVAIL ET DE PREVENTION

13.1 LES EFFECTIFS – CONVOCATIONS.

L'ARS LA REUNION fournit au titulaire une liste complète du personnel avec indication du grade, du service, de la date de naissance, du statut ou de la position et des horaires de travail des agents.

À titre indicatif, l'effectif au 31/12/2025 est de 276 dont 1 apprenti.

Les plannings de la médecine du travail sont établis par le titulaire en tenant compte des horaires de travail des agents. Ils sont adressés au service des ressources humaines dans des délais acceptables (au plus tard quinze jours avant le début de chaque trimestre, hormis examens de reprise ou sur demande des agents) sauf en cas d'urgence sur la boîte fonctionnelle ars-rh-medecine-prevention@ars.sante.fr.

Les convocations aux visites d'embauche, de reprise et visites périodiques sont établies par le titulaire et adressées aux personnels au plus tard quinze (15) jours avant la date fixée, sauf cas d'urgence. L'agent doit obligatoirement se présenter à sa visite médicale.

Des empêchements majeurs pourront amener l'ARS La Réunion à différer le jour et l'heure de la visite. Elle disposera alors de 48 heures avant la convocation pour en aviser le prestataire. Un nouveau rendez-vous sera alors fixé.

Les remplacements pourront être effectués en concertation entre le prestataire et l'ARS La Réunion.

L'ARS La Réunion s'engage à informer son personnel du caractère obligatoire des convocations à la Médecine du travail et de prévention.

13.2 SUIVI INDIVIDUEL DE L'ÉTAT DE SANTÉ DU TRAVAILLEUR.

13.2.1 Dispositions relatives au suivi de l'état de santé des travailleurs.

A. Les visites d'information et de prévention

Il est fait application des articles R4624-10 à R4624-15 du code du travail.

Par ailleurs, tout travailleur bénéficie d'une visite d'information et de prévention, réalisée par l'un des professionnels de santé mentionnés au premier alinéa de l'article L. 4624-1 dans un délai qui n'excède pas trois mois à compter de la prise effective du poste de travail.

B. Examen médical d'aptitude à l'embauche

Il est fait application des articles R4624-24 à R4624-27 du code du travail.

En effet, le suivi individuel comprend un examen médical d'aptitude, effectué par le médecin du travail préalablement à l'affectation sur le poste.

C. Périodicité du suivi individuel de l'état de santé des travailleurs

Il est fait application des articles R4624-16 du code du travail.

Le travailleur bénéficie d'un suivi périodique via des visites médicales selon une périodicité qui ne peut excéder cinq ans. Ce délai, qui prend en compte les conditions de travail, l'âge et l'état de santé du salarié, ainsi que les risques auxquels il est exposé, est fixé par le médecin du travail.

D. Suivi individuel renforcé de l'état de santé des travailleurs.

Tout travailleur affecté à un poste présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité ou pour celles de ses collègues ou des tiers évoluant dans l'environnement immédiat de travail défini ci-après bénéficie d'un suivi individuel renforcé de son état de santé.

Tout travailleur dont l'état de santé, l'âge, les conditions de travail ou les risques professionnels auxquels il est exposé le nécessitent, notamment les travailleurs handicapés, les travailleurs qui déclarent être titulaires d'une pension d'invalidité et les travailleurs de nuit mentionnés à l'article L. 3122-5, bénéficie, à l'issue de la visite d'information et de prévention, de modalités de suivi adaptées déterminées dans le cadre du protocole écrit prévu au troisième alinéa de l'article L. 4624-1, selon une périodicité qui n'excède pas une durée de trois ans.

Tout travailleur de nuit mentionné à l'article L. 3122-5 et tout travailleur âgé de moins de dix-huit ans bénéficie d'une visite d'information et de prévention réalisée par un professionnel de santé mentionné au premier alinéa de l'article L. 4624-1 préalablement à son affectation sur le poste.

Toute femme enceinte, venant d'accoucher ou allaitante est, à tout moment si elle le souhaite, orientée sans délai vers le médecin du travail dans le respect du protocole mentionné à l'article L. 4624-1. Cette nouvelle visite, effectuée par le médecin du travail, a notamment pour objet de proposer, si elles sont nécessaires, des adaptations du poste ou l'affectation à d'autres postes.

Lors de la visite d'information et de prévention, tout travailleur handicapé ou qui déclare être titulaire d'une pension d'invalidité mentionné au cinquième alinéa de l'article L. 4624-1 est orienté sans délai vers le médecin du travail, qui peut préconiser des adaptations de son poste de travail. Le médecin du travail, dans le cadre du protocole mentionné à l'article L. 4624-1, détermine la périodicité et les modalités du suivi de son état de santé qui peut être réalisé par un professionnel de santé mentionné au premier alinéa de l'article L. 4624-1.

Si le médecin du travail est informé et constate que le travailleur est affecté à un poste présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité ou pour celles de ses collègues ou des tiers évoluant dans l'environnement immédiat de travail défini à l'article R. 4624-23, le travailleur bénéficie sans délai des modalités de suivi individuel renforcé.

Tout travailleur affecté à un poste présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité ou pour celles de ses collègues ou des tiers évoluant dans l'environnement immédiat de travail, tels que définis à l'article R. 4624-23, bénéficie, à l'issue de l'examen médical d'embauche, d'un renouvellement de cette visite, effectuée par le médecin du travail selon une périodicité qu'il détermine et qui ne peut être supérieure à quatre ans. Une visite intermédiaire est effectuée par un professionnel de santé mentionné au premier alinéa de l'article L. 4624-1 au plus tard deux ans après la visite avec le médecin du travail.

13.2.2 Définition des postes à risque

Conformément à l'article R4624-23 du code du travail, les postes présentant des risques particuliers mentionnés au premier alinéa de l'article L.4624-2 sont ceux exposant les travailleurs :

- À l'amiante ;
- Au plomb dans les conditions prévues à l'article R.4412-160 ;
- Aux agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction mentionnée à l'article R.4412-60 ;
- Aux agents biologiques des groupes 3 et 4 mentionnés à l'article R.4421-3 ;
- Aux rayonnements ionisants ;
- Au risque hyperbare ;
- Au risque de chute de hauteur lors des opérations de montage et de démontage d'échafaudages.

Aussi, le décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003 relatif à la prévention du risque chimique, impose à l'employeur de procéder à l'évaluation des risques encourus par ses salariés du fait de ce(s) produit(s). Dans cette démarche, l'employeur doit tenir compte des conclusions du médecin du travail concernant la surveillance de la santé et de la sécurité des agents, des travaux conduits et des propositions émises par les Intervenant Prévention en Risques Professionnels (IPRP).

13.2.3 Prévention de la désinsertion professionnelle

A. Visite de pré reprise

Conformément aux articles R4624-29 et R4624-30 du code du travail, en vue de favoriser le maintien dans l'emploi, les travailleurs en arrêt de travail d'une durée de plus de trente jours peuvent bénéficier d'une visite de pré-reprise.

Au cours de l'examen de pré reprise, le médecin du travail peut recommander :

- 1° Des aménagements et adaptations du poste de travail ;
- 2° Des préconisations de reclassement ;

3° Des formations professionnelles à organiser en vue de faciliter le reclassement du travailleur ou sa réorientation professionnelle.

À cet effet, il s'appuie en tant que de besoin sur le service social du travail du service de prévention et de santé au travail interentreprises ou sur celui de l'entreprise.

Il informe, sauf si le travailleur s'y oppose, l'employeur et le médecin conseil de ces recommandations afin que toutes les mesures soient mises en œuvre en vue de favoriser le maintien dans l'emploi du travailleur.

B. Visite de reprise

Conformément aux articles R4624-31 à R4624-33 du code du travail, le travailleur bénéficie d'un examen de reprise du travail par le médecin du travail :

- 1° Après un congé de maternité ;
- 2° Après une absence pour cause de maladie professionnelle ;
- 3° Après une absence d'au moins trente jours pour cause d'accident du travail ;
- 4° Après une absence d'au moins soixante jours pour cause de maladie ou d'accident non professionnel.

Dès que l'employeur a connaissance de la date de la fin de l'arrêt de travail, il saisit le service de prévention et de santé au travail qui organise l'examen de reprise le jour de la reprise effective du travail par le travailleur, et au plus tard dans un délai de huit jours qui suivent cette reprise.

13.2.4 Visites à la demande de l'employeur, du travailleur ou du médecin du travail

Indépendamment des examens d'aptitude à l'embauche et périodiques ainsi que des visites d'information et de prévention, le travailleur bénéficie, à sa demande ou à celle de l'employeur, d'un examen par le médecin du travail conformément à l'article R4624-34 du code du travail.

Le travailleur peut solliciter notamment une visite médicale, lorsqu'il anticipe un risque d'inaptitude, dans l'objectif d'engager une démarche de maintien en emploi et de bénéficier d'un accompagnement personnalisé.

La demande du travailleur ne peut motiver aucune sanction.

Le médecin du travail peut également organiser une visite médicale pour tout travailleur le nécessitant.

13.2.5 Examens complémentaires

Le médecin du travail peut réaliser ou prescrire les examens complémentaires nécessaires conformément aux articles R4624-35 à R4624-38 du code du travail.

Les examens complémentaires sont à la charge de l'employeur.

Le médecin du travail réalise ou fait réaliser ces examens au sein du service de prévention et de santé au travail, ou choisit l'organisme chargé de pratiquer les examens.

Ces derniers sont réalisés dans des conditions garantissant le respect de leur anonymat.

Dans le cadre du suivi des travailleurs de nuit, le médecin du travail peut prescrire, s'il le juge utile, des examens spécialisés complémentaires, qui sont à la charge de l'employeur.

En cas de désaccord entre l'employeur et le médecin du travail sur la nature et la fréquence de ces examens, la décision est prise par le médecin inspecteur du travail.

► Types d'examens médicaux pratiqués :

Les examens peuvent inclure les radiographies, examens biologiques (analyses sanguines, urinaires, ...), examens de la vue (visiotest, test de Monoyer, ...), audiogrammes (test de l'audition), mesures physiologiques (tension artérielle, taille, poids).

Ces examens sont adaptés au poste occupé et aux risques spécifiques du secteur d'activité.

► Les vaccinations :

Elles sont obligatoires en cas d'exposition à certains risques.

Les vaccinations facultatives telles que la vaccination contre la Grippe ou contre la Covid-19 sont à la charge de l'ARS La Réunion qui le demande.

Leur pratique est soumise à l'accord du médecin du travail.

► Caractère obligatoire et confidentialité :

Une fois prescrits par le médecin du travail, ces examens deviennent obligatoires.

Leur contenu reste confidentiel : l'employeur n'est pas informé de la nature des examens pratiqués.

13.2.6 Déroulement des visites et des examens médicaux

Il est fait application des articles R4624-39 à R4624-41 du code du travail.

Le temps nécessaire par les visites et les examens médicaux, y compris les examens complémentaires, est soit pris sur les heures de travail des travailleurs sans qu'aucune retenue de salaire puisse être opérée, soit rémunéré comme temps de travail effectif lorsque ces examens ne peuvent avoir lieu pendant les heures de travail.

Le temps et les frais de transport nécessités par ces visites et ces examens sont pris en charge par l'employeur.

Dans les établissements de 200 travailleurs et plus, le suivi individuel peut être réalisé dans l'établissement.

Un arrêté du ministre chargé du travail détermine les caractéristiques auxquelles répondent les centres de visites et d'examens fixes ou mobiles et leurs équipements, en fonction de l'importance du service de prévention et de santé au travail. Cet arrêté

précise le matériel minimum nécessaire au médecin du travail, au collaborateur médecin, à l'interne ou à l'infirmier pour l'exercice de leurs missions.

13.2.7 Déclaration d'inaptitude

Conformément aux articles R4624-42 à R4624-44 du code du travail, le médecin du travail ne peut constater l'inaptitude médicale du travailleur à son poste de travail que s'il :

- a réalisé au moins un examen médical de l'intéressé, accompagné, le cas échéant, des examens complémentaires, permettant un échange sur les mesures d'aménagement, d'adaptation ou de mutation de poste ou la nécessité de proposer un changement de poste ;
- a réalisé ou fait réaliser une étude de ce poste ;
- a réalisé ou fait réaliser une étude des conditions de travail dans l'établissement et indiqué la date à laquelle la fiche d'entreprise a été actualisée ;
- a procédé à un échange, par tout moyen, avec l'employeur.

Ces échanges avec l'employeur et le travailleur permettent à ceux-ci de faire valoir leurs observations sur les avis et les propositions que le médecin du travail entend adresser.

S'il estime un second examen nécessaire pour rassembler les éléments permettant de motiver sa décision, le médecin réalise ce second examen dans un délai qui n'excède pas quinze jours après le premier examen. La notification de l'avis médical d'inaptitude intervient au plus tard à cette date.

Le médecin du travail peut mentionner dans cet avis que tout maintien du salarié dans un emploi serait gravement préjudiciable à sa santé ou que l'état de santé du salarié fait obstacle à tout reclassement dans un emploi.

Avant d'émettre son avis, le médecin du travail peut consulter le médecin inspecteur du travail.

Les motifs de l'avis du médecin du travail sont consignés dans le dossier médical en santé au travail du travailleur.

13.2.8 Dossier médical en santé au travail

Il est fait application des articles R4624-45-3 à R4624-45-9. Par ailleurs, le dossier médical en santé au travail prévu à l'article L. 4624-8 est constitué sous format numérique sécurisé, pour chaque travailleur bénéficiant d'un suivi individuel de son état de santé dans un service de prévention et de santé au travail, par les professionnels de santé au travail.

Le dossier médical en santé en travail comprend les éléments suivants :

- Les données d'identité, incluant l'identifiant national de santé, les données médico-administratives du travailleur nécessaire à la coordination de sa prise en charge en matière de santé et, le cas échéant, les données d'identité et de contact de son médecin traitant ;

- Les informations permettant de connaître les risques actuels ou passés auxquels le travailleur est ou a été exposé ;
- Les informations relatives à l'état de santé du travailleur recueillies lors des visites et examens nécessaires au suivi individuel de son état de santé ;
- Les correspondances échangées entre professionnels de santé aux fins de la coordination et de la continuité de la prise en charge du travailleur ;
- Les informations formalisées concernant les attestations, avis et propositions des professionnels de santé au travail, les informations délivrées au travailleur sur les expositions professionnelles, les risques identifiés, les moyens de protection, l'existence ou l'absence d'une pathologie en lien possible avec une exposition professionnelle, ainsi que les avis médicaux.
- La mention de l'information du travailleur sur ses droits en matière d'accès aux données le concernant et sur les conditions d'accès à son dossier médical de santé au travail.

ARTICLE 14. DOCUMENTS ET RAPPORTS

14.1 FICHE D'ENTREPRISE

Il est fait application des articles R4624-46 ET R4624-48 du code du travail.

Le médecin du travail ou l'équipe pluridisciplinaire présente dans les services de prévention et de santé au travail interentreprises, établit et met à jour une fiche d'entreprise ou d'établissement sur laquelle figurent, notamment, les risques professionnels et les effectifs de salariés qui y sont exposés.

La fiche d'entreprise est transmise à l'employeur.

14.2 AVIS MÉDICAUX D'APTITUDE ET D'INAPTITUDE (ARTICLES R4624-55 À R4624-57 DU CODE DU TRAVAIL)

L'avis médical d'aptitude ou d'inaptitude émis par le médecin du travail est transmis au salarié ainsi qu'à l'employeur par tout moyen leur conférant une date certaine (BAL : ars-rh-medecine-prevention@ars.sante.fr).

L'employeur le conserve pour être en mesure de le présenter à tout moment, sur leur demande, à l'inspecteur du travail et au médecin inspecteur du travail. Une copie de l'avis est versée au dossier médical en santé au travail du travailleur.

Lorsque le médecin du travail constate que l'inaptitude du salarié est susceptible d'être en lien avec un accident ou une maladie d'origine professionnelle, il remet à ce dernier le formulaire de demande prévu à l'article D. 433-3 du code de la sécurité sociale.

Le modèle d'avis d'aptitude ou d'inaptitude est fixé par arrêté du ministre chargé du travail.

14.3 INFORMATION DU SERVICE DE MÉDECINE DU TRAVAIL ET DE PRÉVENTION AUPRÈS DE LA COMMISSION DE RÉFORME, DU COMITÉ MÉDICAL ET DE L'EMPLOYEUR

Sur la demande de l'ARS La Réunion, le médecin pourra établir un rapport dans les cas suivants :

- Imputabilité au service d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, des arrêts et des soins en résultant.
- Attribution d'un mi-temps thérapeutique à l'issue d'un arrêt de travail consécutif à un accident.
- Admission à la retraite pour invalidité.
- Reclassement professionnel.
- Attribution, prolongation d'un congé de longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie.
- Réintégration à temps complet, à mi-temps thérapeutique, sur poste aménagé, après un congé de longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie.
- Reclassement à la suite d'une inaptitude physique.

ARTICLE 15. ACTION SUR LE MILIEU DE TRAVAIL

15.1 DÉFINITION

Conformément à l'article 15 du décret n° 2020-647 du 27 mai 2020 relatif aux services de médecine de prévention dans la fonction publique de l'État, le médecin du service de médecine préventive doit consacrer à sa mission en milieu de travail au moins le tiers du temps dont il dispose. Les membres de l'équipe pluridisciplinaire participent aux actions sur le milieu de travail.

15.2 VISITE DES LIEUX DE TRAVAIL ET FICHE DE RISQUES PROFESSIONNELS

Le médecin du travail ainsi que les membres de l'équipe pluridisciplinaire participent aux actions sur le milieu de travail aura libre accès aux lieux de travail. Il en effectuera la visite soit à son initiative, soit à la demande de l'employeur, soit à celle de la CSST. La programmation de ces visites se fera en concertation avec le Conseiller de Prévention de l'ARS La Réunion.

L'ARS La Réunion sera informé des jours et heures de passage du médecin.

L'activité du médecin dans le domaine de la surveillance des risques professionnels, de l'hygiène des locaux et des conditions de travail, est concrétisée par la tenue d'une fiche d'établissement qui est obligatoire et dont le modèle a été fixé par arrêté.

Elle constitue pour l'employeur un élément d'information essentiel en ce qui concerne l'évaluation des risques et la mise en œuvre des mesures de prévention dans l'entreprise.

La fiche des risques professionnels constitue à travers les observations qu'y a consignées le médecin du travail, la base, familière et immédiatement accessible, d'une « appréciation-évaluation » des risques professionnels au plus près du vécu de l'ARS La Réunion.

En effet, conformément à l'article 14-1 du décret 85-603 du 10 Juin 1985, Le médecin du service de médecine préventive établit et tient à jour, en liaison avec le conseiller de prévention et après consultation de la CSST, une fiche sur laquelle sont consignés les risques professionnels propres au service et les effectifs d'agents exposés à ces risques.

La fiche sera établie dans l'année qui suit le marché.

Elle devra être présentée par l'ARS La Réunion à la CSSCT, en même temps que le bilan annuel de la situation générale de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail au sein de l'ARS La Réunion.

Le médecin du travail peut donc, en utilisant un moyen existant qui lui appartient en propre, informer et conseiller l'employeur à partir de sa connaissance des lieux et des conditions de travail, régulièrement consignée dans la fiche d'établissement et contribuer ainsi de façon significative à l'évaluation des risques professionnels.

Le Conseiller de prévention de l'ARS La Réunion, chargé de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité, sera un relais important pour le médecin du travail.

15.3 ÉTUDES DES POSTES DE TRAVAIL

La connaissance des postes de travail par le médecin du travail est de toute évidence indispensable.

S'il importe surtout de détecter les conditions de travail dangereuses ou pénibles, il est également important de bien connaître les travaux légers et les postes sans risque en prévision d'éventuelles mutations.

Il ne s'agit pas seulement pour le médecin du travail d'apprécier si tel travailleur est en mesure de supporter la pénibilité ou le risque que peut comporter le poste de travail, mais de concourir, par intégration des données physiologiques appropriées, à une meilleure adaptation des tâches aux possibilités des intéressés, compte tenu de leurs disponibilités sensorielles, mentales ou physiques.

D'une façon générale, quelle que soit la nature des postes de travail, mais plus particulièrement lorsqu'il existe des conditions de travail dangereuses ou pénibles, le médecin du travail doit rechercher les possibilités d'aménagement de ces postes et proposer à l'ARS La Réunion les adaptations nécessaires afin de rendre les tâches moins pénibles.

15.4 ÉTUDE DES AMBIANCES DE TRAVAIL

Les conditions de travail sont déterminées par des facteurs d'ambiance de caractère général. Par exemple :

- L'éclairage satisfaisant des locaux et des postes de travail qui constitue un élément important du confort et de la sécurité.

- Le bruit qui est une des nuisances majeures en milieu de travail, des relevés sonométriques permettent de mettre en relief les situations dommageables pour les agents et peuvent conduire à des aménagements, soit en réduisant le niveau sonore des sources de bruit, soit en empêchant sa propagation.
 - Les vibrations, qui représentent une cause de troubles importants. Il convient de rechercher les moyens de remédier à certaines situations, soit en isolant les sources de vibrations, soit en mettant en place des dispositifs appropriés.
 - La chaleur, le froid, l'humidité, la vitesse de l'air, les radiations électromagnétiques, les substances chimiques, les poussières, etc...
- Dans l'exercice de ses fonctions, le médecin du travail pourra, effectuer ou faire effectuer des prélèvements et des mesures aux fins d'analyses. Il pourra aussi faire procéder à des analyses ou mesures qu'il estime nécessaires par un organisme agréé.

15.5 AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

L'ARS La Réunion constitue non seulement un cadre de travail, mais aussi, pour une part, un cadre de vie.

L'aménagement de ce cadre joue un rôle important pour les salariés.

Ainsi, l'aménagement et l'entretien des locaux de travail, des installations sanitaires, des installations de restauration collective ne doivent pas être négligés.

Il s'agit non seulement de veiller au respect des règles d'hygiène mais aussi, le cas échéant, de proposer des améliorations de nature à créer un environnement satisfaisant.

15.6 PARTICIPATION À LA COMMISSION SANTÉ SÉCURITÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL (CSSCT)

Le médecin du travail est nécessairement convoqué aux séances de la CSSCT et sa présence est obligatoire lorsque son ordre du jour comporte des questions intéressant la santé, la sécurité et les conditions de travail. Il doit apporter à cet organisme consultatif les éléments d'information et de réflexion utiles à l'orientation de ses délibérations. Il peut proposer des actions ciblées. Il ne participe pas au vote sur les délibérations.

15.7 CAMPAGNE D'INFORMATION SANITAIRES

Le médecin du travail peut organiser ou participer à des campagnes d'information sur des sujets portant sur des thèmes de campagne de politique nationale ou locale de santé publique.

15.8 AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

L'aménagement du cadre de travail joue un rôle important pour les agents. Ainsi, l'aménagement et l'entretien des locaux de travail, des installations sanitaires, collectives ne doivent pas être négligés. Il s'agit non seulement de veiller au respect

des règles d'hygiène mais aussi, le cas échéant, de proposer des améliorations de nature à créer un environnement satisfaisant.

15.9 MISSIONS DE L'ERGONOME

À la demande du conseiller de prévention, le titulaire peut être amené à faire intervenir sur ses sites un ergonome afin de participer à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail. L'ergonome peut proposer des aménagements des espaces de travail. Cette prestation fait l'objet d'un devis soumis au service des ressources humaines pour acceptation préalable.

15.10 ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE

À la demande du conseiller de prévention, le titulaire peut être amené à proposer un accompagnement psychologique collectif et/ou individuel. Des diagnostics sur les risques psychosociaux peuvent être proposés par le titulaire dont le périmètre sera défini par la direction générale de l'ARS La Réunion. Cette prestation fait l'objet d'un devis soumis au service des ressources humaines pour acceptation préalable.

15.11 CRISE SANITAIRE

Outre la surveillance médicale des agents et l'action sur le milieu professionnel, le médecin du travail assure les examens médicaux nécessaires en cas d'urgence ou d'accident de travail et la gestion des crises sanitaires ou des pathologies infectieuses.

15.12 TRANSFERT DOSSIERS

À échéance du présent marché, le médecin du travail prend toutes les dispositions conformes à la réglementation en vigueur pour assurer le transfert des dossiers médicaux vers le nouveau titulaire s'il y a lieu.